

Maroc, fidèle relais de l'impérialisme : transnationales, diplomatie, FrançAfrique...

lundi 2 novembre 2015, par [JAITE M.](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2015).

Sommaire

- [Terre d'accueil pour les \(...\)](#)
- [Consolidation de la Françafriq](#)

Le Maroc est un enjeu majeur pour l'impérialisme et l'Union européenne : le régime marocain a été partie prenante de la guerre contre le terrorisme et bien des détenus, avant d'arriver à Guantanamo, ont été « interrogés » sur le sol marocain.

Le pays mène une lutte « exemplaire » contre la migration dite clandestine, érigeant un mur de barbelés à Melilla, et a été partie prenante des expéditions coloniales du Golfe au Yémen. C'est une pointe avancée dans la normalisation implicite avec l'État d'Israël, allant jusqu'à voter récemment avec lui contre la déclaration de la Commission de décolonisation de l'ONU sur l'octroi d'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Terre d'accueil pour les multinationales

La signature des accords de libre échange avec l'Union européenne et les États-Unis s'est traduite par l'extension de projets visant à assurer la promotion des investissements privés : aide aux promoteurs immobiliers, création de parcs industriels et soutien à ce que les officiels appellent les « métiers mondiaux ». Ces derniers sont en réalité de la sous-traitance dans les filières automobiles, électroniques, aéronautiques, dans le tourisme, l'agro-industrie et les technologies d'information et de communication.

Les aides publiques et les fonds européens visent à massifier les investissements pour créer des pôles de compétitivité et optimiser les zones franches. Ainsi, Renault s'est presque fait financer la moitié de son usine par le Maroc : gratuité du terrain et bénéfice grâce à la zone franche d'un taux d'impôt sur les sociétés nul pendant cinq ans et réduit à 8,75 % pendant vingt ans... L'usine devrait employer 6 000 salariés... avec un salaire minimal inférieur à 200 euros pour quarante-cinq heures par semaine. Et les employés suivent une formation spécifique gérée par Renault dans une infrastructure payée par l'État.

Les entreprises du CAC40 sont installées de longue date, mais doivent faire face au retard sur l'Espagne qui a pris la moitié des parts de marché. Sans compter l'arrivée croissante des capitaux du Golfe. La diplomatie du gouvernement français vise à remporter la deuxième tranche de la centrale solaire d'Ouarzazate, et la gestion du plus grand parc éolien à Tarfaya et des contrats dans le domaine ferroviaire, du tramway, du métro, de l'agro-alimentaire et de l'épuration des eaux ! Sans compter « les chantiers en cours » : développement possible des centrales nucléaires et prospection/exploitation éventuelle du gaz de schiste...

Consolidation de la Françafrique

Cette dernière décennie, des banques marocaines, filiales des maisons mères françaises, ont consolidé leurs affaires en Afrique. Sans oublier le soutien du régime marocain aux dictatures amies de la France.

C'est un régime qui a su à son tour nouer des fidélités, des relations historiques, entre les élites françaises et les cercles du pouvoir marocain construites sur des réseaux anciens auxquels s'agrègent en permanence de « nouveaux venus ». Ces cercles de connivence se retrouvent auprès des élites médiatiques, des grands patrons de presse, du show business, des élus et du patronat. Des avantages en nature ou financiers personnalisés sont distribués à ceux qui apportent des affaires ou soutiennent le pouvoir.

La « diplomatie Mamounia » (en référence à une résidence luxueuse à Marrakech) est faite de corruption active et passive. De la « gauche » au FN ! Jean-Claude Martinez, proche des Le Pen vient de sortir un livre Mohamed VI : le roi stabilisateur...

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du soutien à l'ONU des positions marocaines, dont le refus d'étendre les missions de la Minurso à l'observation de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental... Ni des louanges sur la pseudo-transition démocratique et stabilité politique qui sert le régime, voulant en faire un argument d'attractivité économique et un point d'appui à sa politique répressive. Significatif de ce point de vue, le rétablissement des accords judiciaires qui permettent l'impunité de tortionnaires et l'impossibilité de les poursuivre en France, et tout aussi significatif, le soutien apporté au roi dans l'organisation de la COP22 à Marrakech l'an prochain.

M. Jaite (militant de La Voie démocratique-Paris)

P.-S.

* « Maroc : Fidèle relais de l'impérialisme ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 309 (29/10/2015).
<http://www.npa2009.org/>